ASSEMBLÉE NATIONALE

20 octobre 2017

PLFSS POUR 2018 - (N° 269)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 1082

présenté par

M. Quatennens et les membres du groupe La France insoumise

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 28, insérer l'article suivant:**

Dans un délai de six mois suivant la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport chiffrant la revalorisation du minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté, à 1 015 € mensuels.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les auteurs de l'amendement estiment qu'il est indigne que le minimum vieillesse reste en dessous du seuil de pauvreté.

La revalorisation du minimum vieillesse est une nécessité pour plusieurs centaines de milliers de personnes retraitées. Il est désolant que la cinquième puissance mondiale n'assure pas des conditions de vie à ses aînés.

Les auteurs de cet amendement demandent au Gouvernement d'estimer le coût pour la branche vieillesse d'une revalorisation au niveau du seuil de pauvreté (à 60 % du revenu médian, soit 1015 euros en 2017) afin qu'une telle mesure d'humanité élémentaire soit effectivement mise en oeuvre.